



1071 Saint-Saphorin, le 22 mai 2017

Municipalité
de
St-Saphorin
(Lavaux)

N/réf. : 102.1003



AU CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-SAPHORIN

Préavis municipal no 366

Projet de groupement forestier de Lavaux

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers,

Préambule

Les tâches publiques cantonales déléguées aux gardes forestiers communaux et intercommunaux, ainsi que les tâches générales découlant de ces dernières (formation, information, relation avec les services) font l'objet, pour le Triage de Lavaux, d'une subvention forfaitaire annuelle de CHF 60'140.- à l'employeur.

La loi sur les subventions impose aujourd'hui une personnalité juridique reconnue aux bénéficiaires. Une convention intercommunale telle que celle qui régit actuellement le Triage de Lavaux est sans personnalité juridique.

Le délai pour se constituer en groupement forestier était fixé au 1^{er} janvier 2017. Notre groupement entrera en vigueur dès l'approbation des statuts par le Conseil d'Etat. La comptabilité spécifique du groupement sera, quant à elle, appliquée à partir du 1^{er} janvier 2018.

Pour cela, deux solutions sont possibles :

1. Les signataires de la convention intercommunale s'accordent pour désigner une commune qui assume pleinement le rôle d'employeur ;
ou
2. Les mêmes signataires créent un groupement de droit public avec statuts, à soumettre aux Législatifs communaux.

Depuis 2008, soit dès la précédente modification de la Loi forestière, les membres du Triage de Lavaux discutent du projet de lui donner une entité juridique. L'échéance étant aujourd'hui impérative, il a été décidé de présenter le présent préavis au Législatif de chacune des six communes ci-après, membres du Triage de Lavaux, soit :

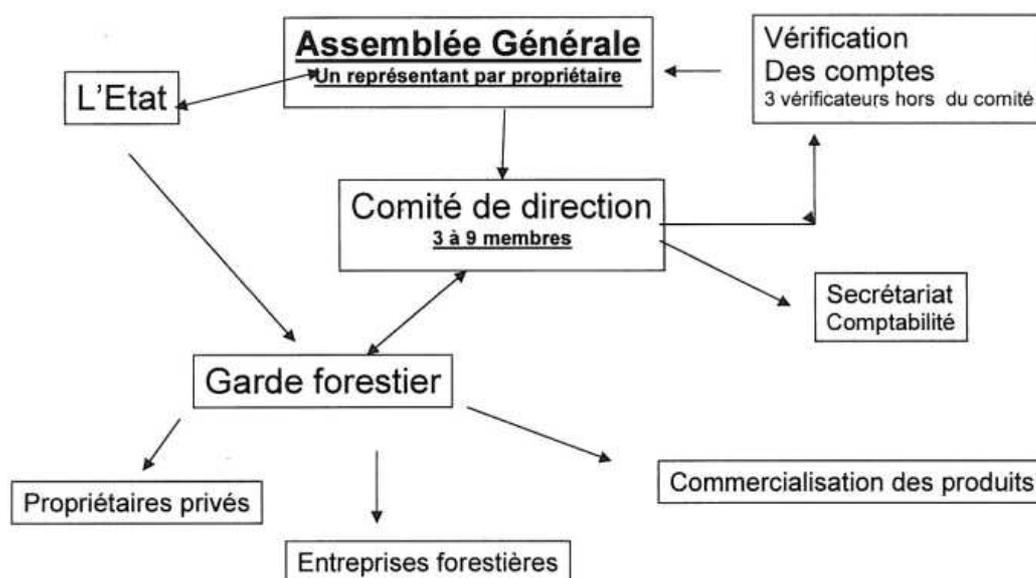
- Bourg-en-Lavaux ;
- Chexbres ;
- Forel (Lavaux) ;
- Puidoux ;
- Rivaz ;
- Saint-Saphorin.

En plus de l'exigence impérative citée ci-dessus, il est souhaitable aujourd'hui de pouvoir:

- a) Promouvoir une gestion forestière efficace et durable dans les forêts du groupement ou pour lesquelles ledit groupement a passé des contrats de gestion ;
- b) Gérer et exploiter rationnellement les forêts des membres de l'actuel Triage ou de tiers ;
- c) Procurer les services d'un personnel forestier qualifié et formateur ;
- d) S'attacher les services du garde-forestier en place.

Direction du groupement

Le nouveau groupement sera dirigé par un comité de direction, lui-même placé sous l'autorité d'une Assemblée générale (même organisation qu'au niveau communal).



Personnel

Le groupement reprendra le contrat du garde-forestier, engagé par le Triage. L'équipe forestière reste, quant à elle, engagée par la Centrale des forêts, sur laquelle la création de ce groupement n'a aucune incidence.

Forme juridique

Sur les quatre degrés d'intégration du mode de gestion proposés, le degré 1 a été retenu comme étant celui qui se rapproche le plus de la gestion appliquée à satisfaction par le Triage actuel.

